ASSEMBLÉE NATIONALE

20 janvier 2024

ENCADRANT L'INTERVENTION DES CABINETS DE CONSEIL PRIVÉS DANS LES
POLITIQUES PUBLIQUES - (N° 366)

Tombé

AMENDEMENT

N ° CL82

présenté par
M. Houssin

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 5, insérer l'article suivant:

L'administration ne peut confier une prestation de conseil à un cabinet de conseil ou à un consultant ayant fait l'objet d'une condamnation définitive au titre de l'article 1741 du code général des impôts depuis moins de cinq ans.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement d'appel vise à interpeller la représentation nationale sur le phénomène des cabinets de conseil qui ont fait l'objet d'une condamnation définitive au titre de l'article 1741 du code général des impôts depuis moins de cinq ans. Il convient en effet de moraliser le recours aux cabinets de conseil dans les politiques publiques.